

Edito par Jean PARENTY

Les logiques financières à l'œuvre ne sont jamais remises en cause. Les plans de rigueur se multiplient : réduction de la dépense publique, pression sur les salaires, et les conditions de travail avec comme conséquences le développement du chômage et de la précarité.

Le système capitaliste est en crise, il est dans l'incapacité de répondre aux besoins de la société et sa finalité. L'accaparement des richesses produites au seul profit de quelques uns conduit à l'austérité pour tous.

Il n'y a pas de fatalité à cela, il nous faut reprendre la main en maintenant nos exigences en matière de salaires, de santé, de retraite, d'éducation, de droits sociaux, en refusant l'austérité généralisée dès aujourd'hui.

En 2012 aux vues de son bilan, le président sortant est le plus menacé d'une élimination dès le premier tour.

La Gauche est organisée selon 2 pôles qui la différencient : s'adapter au système pour en corriger les excès ou chercher le dépassement radical, adaptation ou rupture.

Le PCF avec et dans le Front de Gauche vise à construire le pôle radical qui donne le ton général à la conscience de la Gauche, d'une gauche rompant avec la logique d'accompagnement du capitalisme qui l'a mené jusqu'à présent dans l'impasse.

C'est pourquoi nous mènerons une véritable confrontation des points de vue à gauche sur le contenu et la mise en œuvre des transformations sociales nécessaires.

Lutte syndicale

Lutte politique

Un duo indispensable



ENERGIE : quelle politique ?

Au-delà de la polémique, une question de société.

Pour le PCF, la maîtrise publique des installations nucléaires est une question très importante.

Au-delà des normes de construction, de l'ancienneté des installations nucléaires et des protocoles en cas de crise, la sûreté des installations nucléaires requiert d'autres garanties que l'on ne saurait négliger. Elle implique également une formation de haut niveau des personnels, un retour d'expérience, une augmentation des effectifs, un bannissement du recours à la sous-traitance, une bonne qualité du matériel, une information et une participation accrue des citoyens et des personnels. Or, seule une maîtrise publique du secteur énergétique est en mesure d'apporter de telles garanties. C'est pourquoi l'accident nucléaire majeur qui touche le Japon doit déboucher sur un débat plus large. Ce drame interroge sur le contenu même de la politique énergétique et sur l'urgence de la soustraire aux logiques de rentabilité qui gouvernent la libéralisation du secteur énergétique. Il faut un débat qui pose inévitablement la question des contradictions irréductibles entre les logiques de marché, la libéralisation démocratique, environnementale, scientifique du secteur énergétique, sa privatisation et les exigences humaines.

J. COUQUEBERG



EN BREF

■ **HOPITAL MEDIAN**

De plus en plus d'inquiétudes.

Le projet d'hôpital médian à Trevenans aboutirait à la suppression de 700 lits, mais l'agence régionale de santé (ARS), annonce qu'elle n'investira pas dans les sites Belfort-Montbéliard et que le financement global du dossier n'était pas assuré ! C'est inadmissible : la santé n'a pas de prix. L'Etat doit garantir l'accès aux soins pour tous et une médecine de proximité. Nous exigeons un débat public associant les habitants de l'aire urbaine.

■ **OPTYMO phase 2 :**

Un enjeu pour tous.

Après le succès d'Optymo depuis 2007, une nouvelle phase de développement s'engage avec la mise en place d'un BHNS (bus à niveau de service) sur Belfort et son agglomération à l'horizon 2013. Des couloirs réservés aux bus seront créés, la fréquence des passages sera augmentée avec un nouveau tracé des lignes, des stations intermodales, de l'information aux voyageurs et du vélo en libre service.

Le financement est assuré essentiellement par le versement transport payé par les entreprises. Les élus communistes demandent que l'Etat accompagne financièrement le projet et ils invitent chacun et chacune d'entre vous à participer aux réunions de concertation.

Rejoignez :

le Parti Communiste Français !

Nom :

Prénom :

Adresse, téléphone,

mail :

.....

.....

.....

Contact

PCF 90, Maison du Peuple, 90000

BELFORT

03.84.21.34.66 / pcfbelfort@wanadoo.fr

http://fedepcf90.free.fr

COURRIER DES LECTEURS

Réagissez, donnez votre avis sur un sujet ou sur le contenu du journal en écrivant à :

PCF

Maison du Peuple

90000 BELFORT

http://fedepcf90.free.fr

En direct avec les élus communistes

Droit AU travail – droit DU travail.



Bertrand CHEVALIER, adjoint au maire de Belfort.

De plus en plus de salariés sont victimes de souffrances au travail. Augmentation de la productivité, pression des hiérarchies, réorganisations permanentes entraînent stress, maladies et trop souvent des suicides.

L'idéologie libérale veut imposer partout de nouveaux modes de « management ». Ainsi au conseil d'agglomération de la CAB du 7 avril dernier, était proposé la création à l'UTBM d'une « école des bonnes pratiques humaines et industrielles » ou LEAN.

Le « LEAN », s'appuie sur des principes comme le « juste nécessaire », la « réduction des coûts pour l'élimination des gaspillages », « production en flux tendu » et « la qualité pour satisfaire le client ».

Concrètement, on réduit les déplacements et l'espace de travail du salarié pour aboutir à des modules standards en évacuant complètement l'aspect humain.

Derrière ces concepts, c'est l'exploitation des salariés pour générer le maximum de bénéfice. Pour ceux qui en doutent, le mot « lean » en anglais signifie « amaigrissement ou maigrir ».

Les élus communistes désapprouvent ces méthodes et refusent d'accepter que nos collectivités soient associées à cette école.

Exigeons un emploi pour tous dans des conditions décentes et avec des rémunérations justes.

ECOLE

Sarkozy fait la guerre aux enfants.

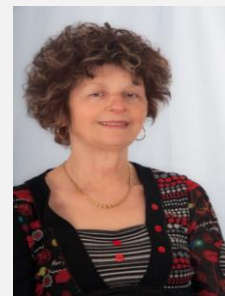
Dans le Territoire de Belfort, les parents d'élèves et syndicats sont mobilisés pour sauver l'enseignement de la logique implacable de la calculette pour faire des économies dans l'éducation nationale.

- Dans le pays : 16 000 postes supprimés à la rentrée 2011.
- Dans le Territoire de Belfort, 16 classes dont 3 au conditionnel.

L'intérêt des enfants aujourd'hui, leur avenir demain ?

Peu importe ce sont les économies budgétaires pour rentrer dans « les clous » des exigences des traités européens qui commandent. Quelle hypocrisie Monsieur Meslot qui parade dans les manifestations de soutien et qui inscrit ses choix politiques dans ce sens. L'école a besoin de moyens. Les débats sur les rythmes et contenus ne peuvent en rien occulter cette nécessité dont les luttes sont porteuses.

Marie-Claude BEURET, Conseillère municipale déléguée.



ALSTOM

Remettre la main sur l'industrie Française

Ce qui se passe à Alstom Belfort est révélateur de la politique industrielle de notre pays soumise à la loi d'airain d'actionnaires avides de dividendes.

Il y a un an, lors de la fusion-absorption d'Alstom Power Turbomachines par Alstom Power System, la direction s'était engagée à maintenir l'activité et les emplois pendant trois ans en échange d'une remise d'impôt de 66 millions d'euros.

Or, au 31/03/2012 c'est :

- La suppression de 100 postes de travail par la fermeture des Ailettes et d'Isotenax.
- La suppression d'emplois chez les sous-traitants.

L'industrie française est menacée. En 30 ans près de 2 millions d'emplois ont été supprimés

Pour les communistes l'industrie n'est pas une activité du passé, nous proposons :

- 1- La création d'un pôle financier public qui soutiendrait les productions utiles à la population.
- 2 – Le développement de la recherche.
- 3 – L'interdiction de licencier pour les groupes réalisant des profits.
- 4 – L'instauration de nouveaux pouvoirs pour les salariés.
- 5 – Une coopération européenne et non une mise en concurrence des salariés.

Les luttes ont déjà permis de freiner la casse de notre industrie mais il faut prolonger ces luttes en adoptant des mesures politiques fermes pour que notre pays se réapproprie la souveraineté de son industrie.



PCF, artisan du Front de Gauche

Les difficultés que vivent les gens dictent l'obligation de changement en profondeur. Il ne s'agit pas de rafistoler, de « réformer » le capitalisme comme le préconisent certains...

Il s'agit de le remettre en cause parce qu'il est responsable des dégâts, du mal vivre, du désespoir, des colères.

Le simple rejet de Sarkozy ne constitue pas une perspective, une réponse favorable aux problèmes posés. Ce qu'il faut, c'est à la fois un projet transformateur qui répond aux exigences et revendications sociales, économiques et écologiques et un rassemblement qui soit suffisamment fort pour que ce projet devienne incontournable.

La construction du Front de Gauche, l'élaboration citoyenne d'un programme partagé sont les réponses apportées par le communistes pour relever le défi.

Le PCF et le Front de Gauche face à la présidentielle.

Quelque soit le candidat qui représentera le Front de Gauche les communistes veulent dépasser l'obstacle que constitue la présidentielle.

L'élection présidentielle est déjà présentée comme une compétition entre le PS, l'UMP et le FN. Le scénario est déjà écrit, les metteurs en scène des grands médias sont dans la présentation du film... Les acteurs qu'ils ont choisi sont prêts et le risque est gros pour que ce soit ceux et celles qui veulent que cela change vraiment, qui fassent les frais de l'opération.

Ce que nous voulons porter dans le débat c'est avant tout le projet politique. C'est la primauté du rôle du parlement dans une nouvelle république pour une nouvelle politique.

D. COUQUEBERG

► COTE D'IVOIRE.

Avec Sarkozy, la démocratie est au bout du canon. Après avoir débarqué Gbagbo et placé son pion Ouattara, il annonce une aide de 400 millions d'euros. D'où vient cette soudaine sollicitude qu'il n'accorde pas à d'autres pays ? La position stratégique et les gisements de matières premières, les intérêts économiques français avec ses multinationales (TOTAL-BOUYGUES-BOLLORE) y seraient-ils pour quelque chose ? L'ONU n'est plus la force de la paix, mais une machine de guerre au service des intérêts des grandes puissances.

► PROCHE-ORIENT

La situation actuelle dans les pays arabes (Tunisie-Egypte) est porteuse d'espoir pour ces peuples, mais aussi source de dangers. Lybie, Syrie, Yémen, Jordanie, Algérie, Maroc, tous ces pays vivent des contestations profondes de leur régime, partout s'y expriment des aspirations à la liberté, à la démocratie et à une plus juste répartition sociale des richesses produites. Une fois de plus, les réactions occidentales varient selon les pays concernés et surtout de leurs intérêts. Bombardements en Lybie, mais pas un mot sur la Syrie. Intervention des chars saoudiens à Bahreïn, mais rien sur le Yémen. De plus, toujours le silence en réponse aux appels pressants des palestiniens en danger de mort à cause de l'occupation de son territoire par Israël.

Quelques chiffres :

720 000 €/jour : intervention des mirages en Lybie.

45 000 € : présence du porte-avion Ch. de Gaulle/ heure.

600 000€ : un missile sol/air

50 000€ : 1 bombe à guidage laser.

On dit qu'il n'y a pas d'argent pour l'école, les salaires, la santé mais pour faire la guerre, l'argent coule à flot !

► Mort de Ben Laden

Une mort qui ne nous fait pas pleurer, mais une justice expéditive douteuse... Pourquoi les USA n'ont pas voulu de procès en tuant Ben Laden ? Cette justice western n'est pas la justice mais une vengeance contrairement à nos médias qui répètent que « justice est faite »...

J. RAUSHER

VIE CHERE

« Il est possible d'augmenter les bas et moyens salaires de près de 200 euros par mois en utilisant la moitié des 80 milliards d'euros de profits des sociétés cotées en Bourse, reversés en dividendes aux actionnaires ».



Devant les grandes surfaces, des milliers de tracts diffusés par les communistes pour dire STOP à la vie chère.

STOP !

78% des Français attendent des partis de gauche qu'ils augmentent SMIC.

PAS TOUCHE AU GRISBI

Si les salaires augmentent, le patronat crie que cela va entraîner un coût supplémentaire des marchandises produites et nuire à la compétitivité des entreprises. Trichet de la Banque Centrale Européenne dit la même chose. De fait, oui dans le système actuel l'entreprise répercute ce coût supplémentaire dans le prix des marchandises et c'est le consommateur qui paie. Pour eux pas un seul instant, il n'est envisagé de baisser la rémunération des actionnaires ou des dirigeants ... Inimaginable ! Ce serait toucher à l'ordre naturel des choses !

JACKPOT pour les milliardaires !

Le gouvernement supprime le bouclier fiscal, mais remonte le seuil d'application de l'impôt sur la fortune tout en allégeant son taux
RESULTAT : les plus riches paient encore moins d'impôts

GEL DES SALAIRES

La Fonction Publique smicardisée.

Pour le gouvernement, l'impératif absolu reste la maîtrise des comptes. C'est pourquoi il vient de confirmer le gel de la valeur du point pour la deuxième année consécutive, voire pour 2013...

Depuis 2000, c'est une perte annuelle de 157 à 346 euros selon la catégorie.

Et les augmentations des denrées, de l'essence, des loyers continuent...

Il faut augmenter les salaires, les retraites, et porter le SMIC à 1600 euros. Les services publics ont prouvé toute leur efficacité, ils doivent être développés et améliorés avec des personnels qualifiés et bien payés.

M-F. COUQUEBERG

DETTES PUBLIQUES :

Les générations futures ont bon dos.

Il est de bon ton de dire que les dettes contractées par les Etats sont un fardeau que l'on lègue aux générations futures. Etrange façon de voir ! Les gagnants et les perdants, c'est au sein d'une même génération qu'on les trouve. Les gagnants se sont les rentiers du monde entier qui empochent les intérêts de l'argent qu'ils prêtent. Les perdants, ici, maintenant et demain encore si l'on continue à l'accepter, ce sont ceux qui paient les intérêts : les classes populaires et moyennes par leurs impôts, mais aussi par la casse des services publics, et les plans d'austérité qu'on inflige pour servir la gamelle aux rentiers.

Comble de cynisme : ce sont ceux qui empochent – dont les enfants empocheront-qui viennent s'apitoyer sur les générations futures.

Leur but : imposer toujours plus d'austérité pour préserver la rente de leurs propres enfants.

J.JOUQUEZ

Les profits et les aides publiques versés aux entreprises représentent **deux fois** le budget de l'Etat. Plus de **50 %** de ces sommes vont aux intérêts versés aux banques, aux dividendes et placements financiers.

3

C'est en milliards d'euros, les profits engrangés par TOTAL au 1^{er} trimestre 2011, soit un bond de 35% par rapport à la même période l'an dernier, grâce à la flambée du prix du pétrole...sans payer d'impôt en France.